

Patrick Sériot (éd.), *Le nom des langues en Europe centrale, orientale et balkanique*, Lambert-Lucas, Limoges, 2019, 304 p.

Cet ouvrage fait pendant aux quatre volumes de la série *Le nom des langues*, inaugurée et dirigée par Andrée Tabouret-Keller, qui ont été publiés à intervalles irréguliers (1997, 2008, 2009, 2016) chez Peeters, dans la collection « Bibliothèque des Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain »¹. Bien que ce cinquième tome ait un autre éditeur, le lien avec les volumes précédents apparaît dans le titre et se voit renforcé par Tabouret-Keller qui, dans sa préface (p. 7-12), reprend son argumentation sur les enjeux de la nomination des langues, qu'elle avait proposée dans la présentation du premier tome.

Outre la préface, dans laquelle est soulignée la diversité des statuts des trois groupes de donneurs de glottonymes (locuteurs, linguistes, institutions), et la présentation, le livre comporte douze contributions, dont dix en français et deux en anglais, réparties en quatre sections de longueurs inégales intitulées « Deux modèles » (p. 19-36), « Europe centrale » (p. 37-77), « Europe orientale » (p. 79-200) et « Europe balkanique » (p. 201-302). Rappelons qu'il y a dix ans, dans un compte-rendu du premier volume de la série, paru dans *Histoire Épistémologie Langage* (31/2, 2009, p. 175-177), Émilie Aussant signalait que Patrick Sériot allait diriger un ouvrage sur le nom des langues slaves. Le volume recensé, tout en couvrant un territoire linguistique qui ne correspond que partiellement au monde slavophone, satisfait en grande partie cette attente, sans évidemment épuiser le sujet (cf. par ex. les épineuses questions du silésien ou du kachoube face aux langues polonaise et allemande).

Dans la présentation du volume, l'éditeur insiste sur le fait que le discours sur le nom des langues présentes *grosso modo* au-delà du Danube révèle une profonde incertitude identitaire et, dès lors, attire l'attention non seulement des (socio)linguistes, mais aussi des spécialistes en histoire ou sciences politiques ; c'est pourquoi le public visé par les études réunies dans ce volume s'avère potentiellement large. Patrick Sériot sensibilise notamment les lecteurs à ce que, dans la zone géographique concernée, la langue parlée par une communauté

¹ Voir A. Tabouret-Keller (éd.), *Le nom des langues I. Les enjeux de la nomination des langues*, Louvain, Peeters, BCILL ; E. Adamou (éd.), 2008, *Le nom des langues II. Le patrimoine plurilingue de la Grèce*, Louvain, Peeters, BCILL ; C. de Féral (éd.), 2009, *Le nom des langues III. Le nom des langues en Afrique sub-saharienne : pratiques, dénominations, catégorisations*, Louvain, Peeters, BCILL ; J.-M. Éloy (éd.), 2016, *Le nom des langues IV. Nommer les langues romanes*, Louvain, Peeters, BCILL (curieusement, l'existence de ce dernier volume est passée sous silence dans la préface de l'ouvrage recensé).

peut être considérée comme preuve de son appartenance ethnique, ce qui peut entraîner des revendications territoriales (cf. l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass). À ce propos, il évoque aussi le mécanisme de la preuve par le toponyme, en vertu de laquelle le territoire qu'il désigne appartient à la nation qui parle la langue qui a créé ce toponyme.

Dans un texte qui s'inscrit avant tout dans la philosophie du langage et diffère des études suivantes au point qu'il constitue à lui tout seul la première partie du livre (« Langue, nation, nationalité. Du jacobinisme à l'Internationale », p. 19-36), Lia Formigari rappelle deux attitudes différentes à l'égard des langues. Dans la vision instrumentale et contractualiste du langage, dite jacobine, il s'agit de généraliser l'emploi d'une des langues parlées sur un territoire, considérée comme la plus apte à remplir la fonction communicative et dont la maîtrise est indispensable à l'exercice de la citoyenneté commune. S'y oppose l'organicisme romantique, qui considère la langue comme une entité autonome. Selon cette thèse essentialiste, l'identité nationale se fonde alors sur la langue et l'origine commune de ses locuteurs. À travers l'étude d'un petit nombre de textes provenant d'auteurs majoritairement allemands, Formigari pointe les obstacles que cette conception pose à la solution du problème des nationalités, récurrent dans les travaux réunis par Sériot.

La deuxième partie s'ouvre par une étude de Ondřej Bláha (« Moravian Czech », p. 39-54), qui, après avoir abordé la question des noms donnés aux parlers moraves (dialectes moraves du tchèque *vs* langue morave ; les noms réellement utilisés par la ou les population(s) concernée(s), tels *moravština* ou *moravský jazyk*, ne sont pas étudiés²), passe à la description des principaux traits linguistiques du tchèque parlé en Moravie, qui permettent de le distinguer du tchèque de Bohême. L'auteur conclut que les différences majeures entre eux résident dans ce que le tchèque morave est plus archaïque aux niveaux flexionnel et phonétique/phonologique et qu'il possède quelque deux cents lexèmes spécifiques, ce qui pousse d'ailleurs à s'interroger sur le nombre de lexèmes à partir duquel on pourrait parler d'une autre langue (p. 16 et 194). Ensuite, Ľubomír Ďurovič (« La langue tchécoslovaque », p. 55-77) retrace l'histoire millénaire des parlers utilisés sur le territoire de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie, dont l'évolution et les positions respectives sont indissociablement liées à la confession des

² L'auteur semble peu sensible au fait que les termes soient intimement liés à leur langue. Ainsi, quand il affirme par exemple que « The term "Moravian language" was used in another sense among Czechs living in the area that was [...] annexed by Prussia », nous avons affaire à un raccourci de pensée, puisque ces Tchèques ne s'exprimaient sûrement pas en anglais. Or, vu la problématique du volume, il serait sans doute utile de construire un inventaire de glottonymes accompagnés d'une traduction dans la langue du texte, similaire à celui proposé par Paul Garde (p. 236-238) pour le serbe et/ou le croate.

locuteurs et au choix de la langue liturgique, et explique que le recours à la notion de langue tchécoslovaque, plus ancienne que l'on ne pourrait le croire (cf. le terme *lingua slavico-bohemica*, en usage déjà au début du XVIII^e siècle), est dicté par une volonté politique de légitimer l'existence de l'État tchécoslovaque créé en 1918 et de le consolider.

Les cinq contributions qui suivent sont centrées sur l'aire géographique de l'Europe orientale. Natalia Bichurina (« Noms d'ailleurs : "l'albanais" et le "gréco-tatar" d'Ukraine », p. 81-96) décrit deux communautés linguistiques du littoral de la mer d'Azov qui, dans un milieu slavophone, continuent à parler leur langue. Elle explique également les difficultés de nomination des deux idiomes ainsi que les conséquences du choix des termes que l'on peut rendre par *albanais* et *gréco-tatar*, qui suggèrent l'existence d'une « patrie extérieure », ce qui risque de faire perdre aux membres de ces communautés leur identité propre. Pietro U. Dini et Giedrius Subačius (« Lituanie et Samogitie : sources, onomastique, étymologie », p. 97-115) entreprennent une synthèse des principales hypothèses sur le nom de la Lituanie (la plupart des chercheurs se rallie à l'hypothèse hydronymique) et de la Samogitie (selon l'hypothèse contemporaine, cette région a été nommée d'après le nom de ses habitants), sans oublier les glottonymes correspondants ; les auteurs concluent qu'aujourd'hui, le nom de lituanien désigne la langue standard commune des locuteurs des dialectes *žemaičiai* (samogite) et *aukštaičiai* (p. 111). Valérie Geronimi (« La langue universelle slave de Juraj Krizanić : étude du lexique militaire dans les *Discours sur le gouvernement* », p. 117-128) évoque un penseur croate du XVII^e siècle, inventeur d'une langue véhiculaire hybride censée être compréhensible pour tous les Slaves. L'étude des 25 pages environ que Krizanić a consacrées aux questions militaires permet d'exposer son projet linguistique, qui est à la fois sélectif (utilisation des dénominateurs communs des diverses langues slaves), correctif (chasse aux emprunts, entre autres aux hellénismes) et innovant (propositions de remplacement des unités éliminées), mais par-dessus tout xénophobe. Selon Geronimi, ce n'est pas tant la langue trop artificielle de Krizanić que ses idées, la révolution culturelle qu'il proposait, qui sont à l'origine de l'insuccès des *Discours sur le gouvernement*. Michael Moser et Serhij Wakoulenko (« Un dédale glottonymique : quelques noms de la langue ukrainienne », p. 129-161) reviennent sur les différents noms de l'ukrainien qui apparaissent au fil des siècles, tels *rus'kyj* 'ruthène', *kozac'kyj* 'cosaque', *ukrajins'kyj* 'ukrainien', *malorus'kyj* 'petit-russe', *malorosijs'kyj* 'petit-russien', *rusnac'kyj* ou *rusniac'kyj* 'roussn(i)aque', et précisent que vers les années 1880, *ukrajins'kyj* commence à sortir vainqueur de la compétition entre ces termes. Patrick Sériot (« De quoi la langue moldave est-elle le nom ? », p. 163-200) insiste sur le fait qu'au-delà des opinions des linguistes, dont la majorité considèrent le moldave

comme une variété du roumain, l'enjeu de la question est d'ordre géopolitique : les habitants de Moldavie qui penchent vers l'union étatique avec la Roumanie appellent leur idiome le roumain (et il va de soi qu'aux yeux des Roumains, le moldave c'est du roumain), alors que les partisans du courant autonomiste ou pro-russe l'appellent le moldave, les deux groupes adoptant le principe « une langue = un peuple = une nation », hérité du XIX^e siècle et sous-jacent au discours sur la langue en Europe orientale et méridionale.

La dernière partie du volume renferme quatre études relatives aux langues de l'Europe balkanique. Dans un article écrit en 2003 et légèrement mis à jour (« Serbo-croate, serbe et/ou croate : petite histoire de cinquante-neuf noms de langues », p. 203-238), Paul Garde examine les noms donnés au cours de l'histoire aux langues slaves utilisées sur le territoire actuel de la Croatie, de la Serbie, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, et conclut que, parmi la multitude des dénominations, c'est celles de croate et de serbe (noms autochtones homophones aux ethnonymes) qui subsistent dans l'usage courant, auxquels se joignent les dérivés géographiques correspondant à *bosnien* et *monténégrin* ; pour désigner l'ensemble que forment ces parlers, les linguistes ne disposent que des termes équivalant à *serbo-croate*, qui, toutefois, étant passés au langage politique, ont perdu leur impartialité, et du sigle BCMS, parfois employé hors des pays concernés. Irini Tsamadou-Jacobberger et Maria Zerva (« Les noms du grec moderne », p. 239-261) s'attellent à décrire les noms attribués au grec, qui gravitent pour l'essentiel autour de deux variétés, la *katharévoussa* (langue puriste) et la *démotique* (langue parlée par le peuple), les référents des deux termes étant fluctuants ; la lecture de l'article permet de saisir différents enjeux liés au processus de nomination du grec. Patrick Sériot revient avec une version remaniée et actualisée du texte publié en 1997 dans le premier volume de la série (« Faut-il que les langues aient un nom ? Le cas du macédonien », p. 263-288), pour expliquer les raisons de la guerre des noms désignant les parlers de la Macédoine – il souligne que deux pays voisins, la Grèce et la Bulgarie, nient l'existence du peuple macédonien et de sa langue. L'auteur dénonce en même temps l'activité de nomination qui introduit de la discontinuité dans un continuum dialectal. Peter Trudgill (« Arvanitika, Vlachika and Slavika: Languages of Greece ? », p. 289-302) concentre son étude sur trois idiomes utilisés en Grèce et dénommés de manière à ne pas souligner le lien avec la langue des pays voisins. Ainsi, l'albanais est désigné par le nom *arvanitika* et non *alvanika* 'albanais', *vlachika* dénote l'aroumain, permettant d'éviter toute allusion au roumain, et *slavika*, terme général, dissimule qu'il s'agit d'une variété du bulgare ou du macédonien.

En conclusion, les contributions qui constituent le volume ordonnent, autant que faire se peut, une réalité linguistique des

plus complexes et permettent de comprendre les subtilités de la problématique sous-jacente à la nomination des langues et à leurs positions respectives dans plusieurs pays européens. Grâce à la clarté de la langue des articles, à leur structuration en général transparente³ et aussi à plusieurs cartes des territoires concernés, le contenu de l'ouvrage est accessible non seulement aux experts, mais aussi à un public non initié aux questions de sociolinguistique, *a fortiori* celles de l'Europe centrale, orientale et balkanique. Il convient de souligner aussi la dimension diachronique du livre, où les analyses d'un état actuel ont toujours comme toile de fond un développement historique et culturel riche en informations. Pour quiconque voudrait aller plus loin dans sa lecture, ce tome fournira de nombreux et précieux repères bibliographiques, les études étant très bien documentées (la moitié des bibliographies comptent entre quatre et sept pages). Il ne nous reste qu'à espérer que ce volume, dont la lecture procure un réel plaisir, n'est pas le dernier de la série.

Witold Ucherek
Université de Wrocław
witold.ucherek@uwr.edu.pl

³ Notons tout de même, par devoir, que l'introduction de l'article de Bláha occupe presque la moitié de l'article, ce qui nous laisse perplexe, et que la numérotation des sections de l'article de Đurovič contient plusieurs erreurs qu'il y aurait lieu de corriger dans une prochaine édition (voir aussi le second article de Sériot, p. 280-285).